

La Confédération paysanne contre l'artificialisation des terres

© 26/02/2019 |  Terre-net Média

Plusieurs dizaines d'adhérents de la Confédération paysanne ont manifesté contre l'artificialisation des terres agricoles, ciblant en particulier le secteur de l'énergie, mardi dans les allées du salon de l'agriculture.

« **A**ujourd'hui, il y a une concurrence entre **la production d'énergie** et **la terre agricole** », s'est indigné Laurent Pinatel, porte-parole de la **Confédération paysanne**, dénonçant sur le stand d'Enedis, filiale d'EDF, l'achat par l'opérateur de 336 hectares à côté de la centrale nucléaire du Bugey (Ain).

Derrière une banderole « EDF-Safer-Etat, La terre aux paysans », les membres de la « Conf' » ont déversé du terreau sur le stand d'Enedis, scandant « Le pouvoir aux paysans ». « Aujourd'hui, il n'est plus possible **d'artificialiser les terres** », a clamé Cécile Muret, en charge des questions liées au foncier à la Confédération paysanne, craignant pour la « souveraineté alimentaire » de la France. Selon elle, « 3 000 hectares vont être artificialisés autour des centrales nucléaires ».

Les manifestants ont provoqué le départ du stand du ministre de la transition écologique, François de Rugy, ont-ils indiqué à l'AFP. « On a prévu cette action foncière il y a pas mal de temps », a expliqué Laurent Pinatel, appelant de ses vœux une loi foncière. Un chantier évoqué par Emmanuel Macron, **lors de son discours inaugural du Salon, samedi**. Le président a promis « des mesures fortes pour faciliter l'accès au foncier pour les jeunes agriculteurs », dans le cadre « d'une loi foncière à venir ».

« Une grande partie de **l'accaparement des terres** vient de la production d'énergie », a estimé Laurent Pinatel, évoquant, outre la centrale du Bugey, la production de panneaux photovoltaïques, ou le centre d'enfouissement de déchets nucléaires de Bure (Meuse).

« Ils se sont trompés de stand, nous on raccorde », a déclaré Pierre Guelman, directeur des affaires publiques d'Enedis, qui ne souhaitait pas s'exprimer sur le fond.

Les manifestants, brandissant les drapeaux jaunes du syndicat, ont ensuite pris la direction du stand de **la fédération nationale des Safer** (sociétés d'aménagement foncier), afin d'obtenir quelques explications sur ces ventes de terrains aux opérateurs énergétiques.

« L'Etat a exigé d'EDF la suppression de certains de ses réacteurs », a expliqué Muriel Gozal, directrice générale de la fédération des Safer, évoquant des chantiers de démantèlement. Pour le Bugey, « nous réalisons des études, nous n'avons pas rétrocedé le moindre hectare dans ce cadre là. Il n'y a aucune opacité, il n'y a aucune extension du site », a-t-elle affirmé.

II

Retour en images de l'action de la @ConfPaysanne sur pour dénoncer l'opacité de projets d'accaparement de terres agricoles autour des centrales nucléaires dans le cadre de conventions @EDFofficiel #État et #Safer. pic.twitter.com/UHjtDMVZS9

— Conf' Paysanne (@ConfPaysanne) 26 février 2019